



Intégrer les programmes de nutrition et de sécurité alimentaire en situation d'urgence et pour le renforcement de la résilience



Atelier National de Formation : 28 au 30 Octobre 2014, Niamey, Hôtel Sahel

I. Contexte

Pays sahélien et enclavé de l'Afrique de l'Ouest, le Niger est régulièrement confronté à des crises alimentaire et nutritionnelle aigue et chronique. Les causes de cette situation sont, entre autres, un taux de fécondité parmi les plus élevés au monde (7,6 enfants par femme) et le caractère extensif de l'exploitation agricole, les aléas climatiques, le faible revenu par habitant, les conflits, le manque d'infrastructure de base, les prix élevés des denrées alimentaires et la mauvaise répartition des aliments disponibles, des sécheresses, inondations et invasions acridiennes récurrentes qui détruisent les récoltes et maintiennent une grande majorité de la population dans l'insécurité alimentaire.

Au départ, l'origine des problèmes alimentaires semblait résider dans ceux de la production et des stocks des denrées alimentaires. Dans cette perspective plusieurs programmes et stratégies ont été développés au Niger pour augmenter la production afin de réduire la malnutrition et la famine. Mais, les objectifs fixés à ces programmes ne sont pas atteints et les crises alimentaires auxquelles font face les populations nigériennes sont généralement plus chroniques et localisées. Depuis des décennies, la situation alimentaire est régulièrement préoccupante. Une année sur deux est déficitaire au plan alimentaire. Selon les résultats des enquêtes de vulnérabilités alimentaires organisées par le Système d'Alerte précoce, la proportion des personnes en insécurité alimentaire sévère et modéré varie de 15 à 30 pourcent et plus de 40 pourcent en situation de risque en moyenne.

Sur le plan nutritionnel, La situation demeure également tendue à cause de la persistance des facteurs sous-jacents tels que l'utilisation des services de santé, l'accès à l'eau potable et à l'hygiène/l'assainissement ainsi qu'aux pratiques alimentaires et de soins aux jeune enfants. Le taux de malnutrition aigue globale (MAG) s'élève en moyenne 14.8% et celui de la malnutrition chronique à 53% selon les résultats de l'enquête nutrition des enfants de 0 à 59 mois réalisée par l'Institut National de Statistique en juin 2014 (INS). Les fortes prévalences structurelles de la malnutrition aiguë globale enregistrées au cours des dernières années sont devenues un problème majeur de santé publique.

Les récentes crises et la situation de cette année 2014 montrent une fois de plus qu'il y a un besoin urgent de s'attaquer plus efficacement aux causes fondamentales, sous-jacentes et immédiates de la

malnutrition afin d'améliorer sa prévention et de construire des moyens d'existences résilients au Niger. Cela ne peut être fait que par une meilleure intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire, et en considérant la nutrition comme un point d'entrée pour les programmes de renforcement de la résilience. Le concept de base de la synergie entre la sécurité alimentaire et la nutrition est simple: la sécurité alimentaire permet la production alimentaire pour la consommation et / ou la création de revenus ; une bonne nutrition et une bonne santé résultent également de pratiques adéquates de santé et de soins, incluant la prévention des maladies et l'accès aux soins, ainsi que la consommation d'aliments diversifiés et sains (Johnson-Welch et al. 2005). La Nutrition est donc intrinsèquement multisectorielle et les stratégies pour améliorer la nutrition devraient donc inclure les contributions de tous les secteurs liés directement et/ou indirectement à la malnutrition.

En dépit d'une dynamique internationale favorable soutenue par un engagement politique croissant pour la nutrition illustré par le nombre accru de pays adhérant au Mouvement de renforcement de la Nutrition (SUN: Scaling Up Nutrition) , REACH (Renewed effort against child's hunger) et aux initiatives d'amélioration de la résilience incluant l'amélioration de la nutrition comme une des priorités majeures (AGIR, Zéros Hunger), les professionnels de la sécurité alimentaire, de l'agriculture, de la nutrition et de la santé ont des difficultés à "parler le même langage" et ne travaillent pas encore assez ensemble. En effet, des efforts importants sont encore nécessaires pour établir concrètement des synergies opérationnelles entre la sécurité alimentaire, la nutrition et les autres secteurs. Les discussions avec les groupes thématiques ont fait ressortir entre autre un besoin de renforcer les capacités des services techniques et des organisations pour une meilleure prise en compte des aspects nutritionnels. Pour répondre à ces besoins pressants, la FAO, en étroite collaboration avec les autres organisations travaillant dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition a jugé utile d'organiser un Atelier National de renforcement des capacités sur ***L'intégration des programmes de nutrition et de sécurité alimentaire en situation d'urgence et pour le renforcement de la résilience.***

Cet atelier d'une durée de trois (3) jours aura lieu à Niamey du 28 au 30 octobre 2014 à l'hôtel sahel. Le processus de préparation de cet atelier est soutenu par les facilitateurs de FEWSNET, ACF, CRS, la Croix rouge Nigérienne, IRC, SAP et VSF qui ont participé à l'atelier régional de formation organisé par la FAO à Saly au Sénégal (10 au 15 Juin 2014¹). Cet atelier est cofinancé par l'Union Européenne à travers « le programme d'amélioration de la gouvernance mondiale pour la réduction de la faim² » et ECHO à travers le projet « Renforcement des capacités en sécurité alimentaire³ ».

¹ <http://www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/>

² <http://www.fao.org/europeanunion/eu-projects/global-governance/fr/>

³ <http://www.fao.org/in-action/renforcement-des-capacites-pour-la-securite-alimentaire/presentation/fr/>

II. Objectifs de l'Atelier

Cet atelier qui se place dans le contexte de renforcement de la résilience des populations a pour but de créer un cadre permettant le dialogue entre secteurs afin de lutter contre la malnutrition chronique.

Son objectif globale est de «Renforcer les capacités des partenaires opérationnels (et de planification) pour mieux intégrer la nutrition dans les programmes de sécurité alimentaire afin de maximiser les impacts nutritionnels des interventions et de contribuer davantage à la réduction de la malnutrition et à l'amélioration de la résilience au Niger».

Spécifiquement, l'atelier vise à :

- renforcer le dialogue entre les secteurs de la sécurité alimentaire, de la santé et de la nutrition afin d'assurer une compréhension commune et partagée des liens entre la nutrition et la sécurité alimentaire et d'identifier les opportunités de collaboration opérationnelle entre secteurs pour atteindre des objectifs nutritionnels communs
- partager les connaissances techniques et les bonnes pratiques en termes d'évaluation conjointe de la situation alimentaire et nutritionnelle, de conception et de mise en œuvre de programmes intégrés de nutrition et de sécurité alimentaire, et de suivi-évaluation de l'impact nutritionnel des interventions.

III. Résultats attendus

Il est attendu qu'à l'issue de la formation que les participants soient en mesure de :

1. avoir une même compréhension des concepts de base (malnutrition, sécurité alimentaire et résilience) et une vision partagée de la situation et des défis dans la région ;
2. comprendre que la lutte contre la malnutrition doit multisectorielle et multidisciplinaire
3. faire le plaidoyer pour une planification intégrée de la nutrition et de la sécurité alimentaire ainsi que des autres disciplines (Education, WASH, Protection sociale etc.);
4. capitaliser les connaissances techniques et les bonnes pratiques échangées lors de l'atelier en termes d'évaluation conjointe de la situation alimentaire et nutritionnelle, de conception et de mise en œuvre de programmes intégrés de nutrition et de sécurité alimentaire, et de suivi-évaluation de l'impact nutritionnel des interventions ;
5. animer des ateliers de formation participatifs au sein de leur structure et notamment en région sur comment mieux intégrer les programmes de nutrition et de sécurité alimentaire en se basant sur la méthodologie de la planification conjointe « *S'entendre sur les causes de la malnutrition pour agir ensemble* » (FAO, 2014) ;

6. soutenir leur structure dans l'élaboration de programmes et d'activités pro-nutrition afin de maximiser les impacts nutritionnels des interventions de sécurité alimentaire mais également d'autres secteurs.

IV. Profil des participants

Afin de maintenir l'atelier de formation très interactifs et de permettre des sessions de travail en groupe, l'atelier de formation sera limitée à 40 participants dont 14 venant des ministères et institution affiliés. Ces personnes devront être directement en charge des aspects de meilleure intégration de la nutrition ou du processus AGIR dans les politiques, programmes et planifications de leur ministère.

Ainsi, cet atelier de formation donnera la priorité aux ministères/institutions suivant(e)s :

- (2) Elevage, point focal nutrition et une personne ressource de la DEP ;
- (2) Agriculture (DGA), point focal nutrition et une personne ressource de la DEP ;
- (2) Environnement et de l'assainissement, point focal nutrition et une personne ressource de la DEP ;
- (2) Education, point focal nutrition et une personne ressource de la DEP ;
- (2) Protection sociale, point focal nutrition et une personne ressource de la DEP ;
- (2) Santé (DN), 2 personnes ressources travaillant sur les aspects de prévention de la malnutrition ;
- (1) du Plan et Développement Communautaire et ;
- (1) 3N.

Les autres participants issus des autres institutions étatiques, des ONG et autres institutions nationales et internationales devront remplir les critères suivants :

- a) travailler dans les programmes d'urgence et de renforcement de la résilience au sein d'organisations humanitaires (ONG, agences des Nations unies, mouvement de la Croix-Rouge, bailleurs), de structures gouvernementales, d'universités ou en tant qu'indépendant.
- b) travailler dans la nutrition et la santé, la sécurité alimentaire, l'agriculture, les moyens d'existences, l'élevage, la pêche. Les professionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement ou du Suivi-Evaluation sont également encouragés à participer à l'atelier.

Tous les participants doivent s'engager à contribuer et à partager les expériences pertinentes de leur structure pendant l'atelier et à restituer à leur structure les principaux résultats/apprentissages tirés de l'atelier. En particulier, il est souhaitable que les participants aient déjà discuté et identifié avec leur responsable, en amont de l'atelier, des possibles mécanismes de suivi et d'application des résultats de l'atelier. Au cours de l'atelier, un temps sera dédié à l'élaboration d'un plan d'action concret et spécifique par type de structure et/ou région.

Financé par



et



Coordonné par



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

En collaboration avec

